

TENDANCES INTERNATIONALES - La croissance est toujours là ... mais elle apparaît de moins en moins synchronisée et les risques qui pèsent sur elle s'amplifient

Selon les dernières prévisions du FMI d'octobre 2018, la croissance mondiale, après avoir profité en 2017 d'une expansion généralisée, a globalement continué de bénéficier de conditions plutôt favorables au cours de l'année 2018 et **devrait s'établir au même niveau que l'année passée (+3,7%)**. Toutefois, il convient de souligner que cette croissance apparaît aujourd'hui de moins en moins synchronisée (évolution du PIB qui diffère selon les pays) et qu'elle sera au final moins forte qu'anticipée il y a quelques mois.

En prévision pour 2019, les risques continueraient de s'amplifier et devraient contraindre la croissance (FMI et OCDE ont déjà révisé sensiblement à la baisse leurs prévisions au cours des derniers mois). Déficit et resserrement de la politique monétaire aux États-Unis, craintes en zone euro (Brexit, budget italien), ralentissement de l'économie chinoise, tensions financières dans les pays émergents, tensions commerciales constituent en effet autant d'incertitudes qui pourraient peser sur la confiance, les marchés et sur l'expansion de l'activité économique.

↳ Des échanges mondiaux moins dynamiques ...

Sur le premier semestre 2018, le rythme d'évolution des échanges mondiaux (+0,3% au T1 et +0,6% au T2) s'est assez nettement modéré comparé à celui observé en moyenne sur l'année 2017. Cette modération s'explique avant tout par le fait que le pic du cycle de croissance est désormais derrière nous et que la demande mondiale ralentit progressivement. La remise en cause récente, par certains pays, du multilatéralisme et la multiplication des mesures protectionnistes n'ont, pour l'instant, pesé que faiblement dans la dynamique des échanges mondiaux ; leurs effets devraient toutefois s'amplifier dans les années à venir.

↳ Matières premières : au final, plutôt stables sur un an

Sur un an à mi-novembre, l'indice d'ensemble des matières premières (CRB commodity index) s'affiche en stabilité, même si au cours des 12 mois considérés, des variations importantes ont pu s'exercer sur certains marchés. Plus globalement, pétrole, métaux industriels et produits agricoles s'établissent donc encore très loin de leurs niveaux du début de la décennie.

Depuis 3 ans (début 2016 : Brent à 29\$ le baril), le cours du pétrole s'est nettement redressé (55\$ début 2017, 66\$ début 2018) pour culminer à 85\$ début octobre 2018. Depuis, il a toutefois subi une forte correction en baissant, en 7 semaines, de plus de 25%. **Au 27 novembre (60\$), il affichait quasiment le même cours qu'un an plus tôt.** Les craintes sur l'offre consécutives aux sanctions américaines sur l'Iran ne se sont finalement pas matérialisées. D'une part, certains pays, comme la Chine, continuent de se fournir auprès de l'Iran (dont la production n'a pas baissé autant qu'annoncé) et, d'autre part, pour pallier le déficit d'approvisionnement auprès de l'Iran, les 3 premiers producteurs mondiaux, Arabie Saoudite, États-Unis et Russie ont relevé leurs quotas de production. Devant la récente chute brutale des cours et au regard du tassement progressif de la croissance mondiale, la production pourrait être rapidement réduite, notamment en Arabie Saoudite, pour retrouver des cours plus proches des 70\$.

La plupart des métaux industriels se sont inscrits en baisse sur l'année écoulée (sur un an : cuivre et aluminium -7%, zinc -17%, plomb -19%, ...). Après un début d'année dynamique, ils ont, presque tous, subi des corrections plus ou moins sensibles à partir du mois de juin et l'annonce de la hausse des droits de douanes américains sur certains d'entre eux. La tendance du marché sur un horizon de 3 ans reste toutefois haussière (aluminium +23%, cuivre +28%, plomb +25%, zinc +80%, nickel +26%, étain +32%) en adéquation avec le cycle de croissance.

Pour les produits agricoles, les tendances sont toujours très variables à court terme (marchés à forte volatilité) et selon les marchés. Sur 1 an au 23 novembre : blé (+18%), maïs (+5%), avoine (+16%), coton (+6%), graines de soja (-11%), café (-11%), sucre (-14%), bois (-15%), caoutchouc (-23%), ...

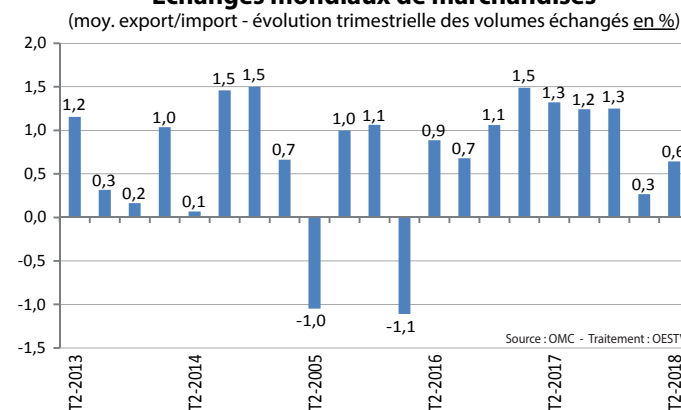
Croissance du PIB et prévisions (en %)

(source : FMI - octobre 2018)

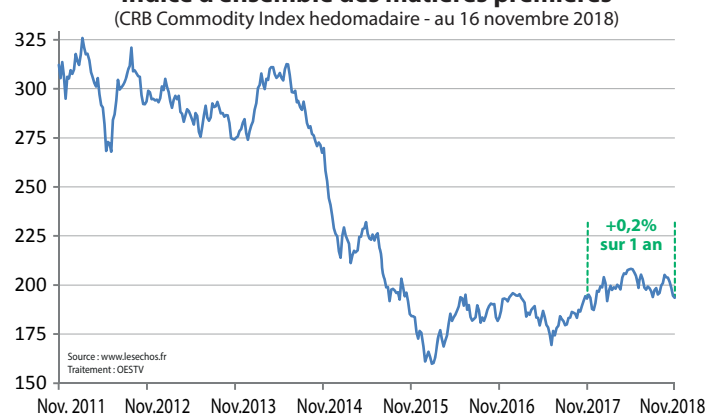
	2016	2017	2018(p)	2019(p)
ZONE EURO	+1,9	+2,4	+2,0	+1,9
France	+1,1	+2,3	+1,6	+1,6
Allemagne	+2,2	+2,5	+1,9	+1,9
Espagne	+3,2	+3,0	+2,7	+2,2
Italie	+0,8	+1,5	+1,2	+1,0
Royaume-Uni	+1,8	+1,7	+1,4	+1,5
États-Unis	+1,6	+2,2	+2,9	+2,5
Japon	+1,0	+1,7	+1,1	+0,9
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,7	+2,3	+2,3	+2,1
Chine	+6,7	+6,9	+6,6	+6,2
Inde	+7,1	+6,7	+7,3	+7,4
Brésil	-3,5	+1,0	+1,4	+2,4
Russie	-0,2	+1,5	+1,7	+1,8
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,4	+4,7	+4,7	+4,7
MONDE	+3,3	+3,7	+3,7	+3,7

(p) = prévisions

Échanges mondiaux de marchandises



Indice d'ensemble des matières premières



↳ Zone euro - Baisse progressive du climat des affaires et croissance désynchronisée

L'embellie de 2017 a laissé place à une modération du rythme de la croissance au cours des 3 premiers trimestres de cette année en zone euro (+0,4% aux T1 et T2, puis +0,2% au T3). En prévision, la croissance de la zone euro ne devrait ainsi pas dépasser les 2% en 2018. Parmi les 4 grandes économies de la zone, seule l'Espagne a maintenu le rythme d'expansion de son activité en 2018 (+0,6% pour chacun des 3 premiers trimestres). L'Allemagne a, par contre, connu un net coup d'arrêt à l'automne (-0,2%) après un 1^{er} semestre encore correctement orienté (+0,4% au T1 puis +0,5% au T2). Enfin, l'Italie a vu son activité s'affaiblir au fil des mois (+0,3% au T1, +0,2% au T2 et 0% au T3), quand la France traversait le 1^{er} semestre au ralenti (+0,2% aux T1 et T2) avant de rebondir un peu au 3^{ème} trimestre (+0,4%).

Les facteurs explicatifs de ce ralentissement sont multiples : modération des investissements, de la consommation des ménages, des exportations selon les pays et les trimestres considérés, appareil productif très sollicité, montée des tensions protectionnistes, resserrement probable de la politique monétaire, contexte politique italien, climat conjoncturel plus incertain, ...

Le climat des affaires dans l'industrie manufacturière témoigne de ce contexte moins porteur. Après avoir atteint en fin d'année passée des niveaux historiques, il s'est progressivement réduit au fil de 2018 dans les 4 principales économies de la zone. En octobre, il se maintient toutefois encore au-dessus de sa moyenne long terme dans chacun de ces pays.

Bien que moins solide qu'en 2017, la croissance a toutefois continué de profiter au **marché du travail**. En septembre, le taux de chômage en zone euro s'établit à 8,1% (moins 0,8 point sur 1 an) et le nombre de demandeurs d'emploi à 13,15 millions (-1,3 million sur 1 an).

↳ Autres économies avancées

Aux États-Unis, après un début d'année un peu moins vigoureux que sur la fin de 2017, l'économie a nettement accéléré à partir du printemps (environ +1% par trimestre entre avril et septembre) suite notamment à l'adoption de la réforme fiscale qui a largement soutenu l'investissement et la consommation. La croissance resterait dynamique sur la fin d'année et s'établirait ainsi à près de 3% sur l'année 2018, dans un contexte toutefois de fort creusement du déficit public (4% en prévision). Si la croissance devrait se prolonger sur les trimestres à venir, le résultat des élections de mi-mandat laissent cependant un peu moins de marge de manœuvre au Président sur les plans budgétaires et fiscaux, tandis que la crainte de mesures de représailles, suite à la mise en place récente de taxes sur les importations, inquiète de plus en plus les entreprises américaines.

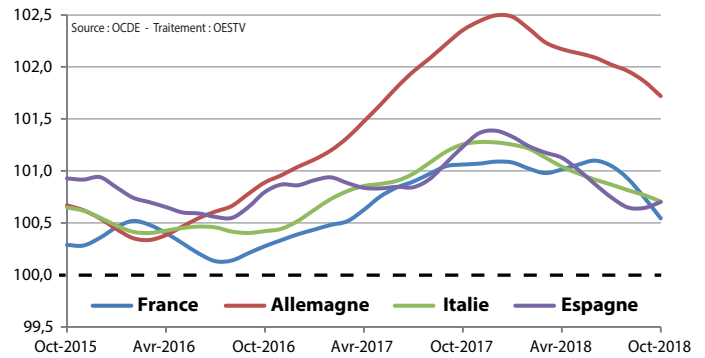
Au Royaume-Uni, les incertitudes entourant les modalités du processus du Brexit continuent de peser sur l'économie dont le taux de croissance se réduit peu à peu : +1,8% en 2016, +1,7% en 2017 et +1,4% en prévision pour 2018. Dans le détail, les investissements des entreprises calent toujours (attentisme) tandis que la consommation des ménages peine à accélérer en raison notamment de la baisse du pouvoir d'achat des ménages britanniques consécutive à la forte dépréciation de la Livre (renchérissement des importations) suite au référendum de juin 2016.

↳ Économies émergentes : pas de réelles inquiétudes ... mais quelques signes de turbulence courant 2018

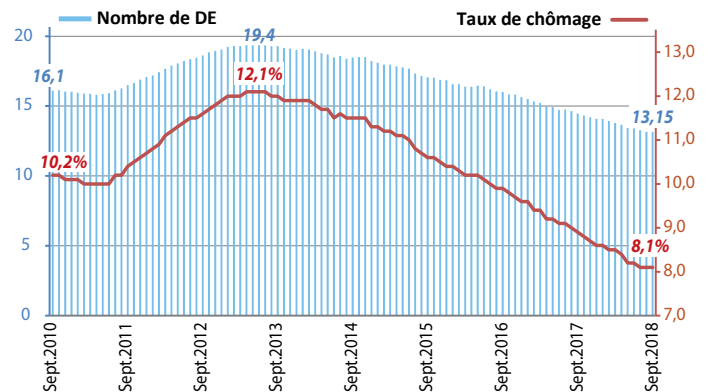
Comme dans les économies avancées, le climat des affaires tend depuis plusieurs mois à se détériorer dans les principales économies émergentes en raison notamment d'une demande extérieure moins dynamique qu'en 2017 et d'incertitudes commerciales (tensions protectionnistes). Parallèlement, le resserrement progressif de la politique monétaire américaine a découragé les entrées de capitaux dans ces pays, affaibli leurs monnaies et alimenté l'inflation. **En Russie** comme au **Brésil**, la croissance de l'activité en 2018 sera ainsi nettement moins forte qu'attendue et toujours très dépendante du cours des matières premières qu'ils exportent massivement.

En Chine, l'économie continue de ralentir progressivement sous les efforts de désendettement du gouvernement (durcissement en matière de crédit, net tassement des investissements dans les infrastructures) et de transition vers une économie davantage soutenue par la consommation intérieure. Le canal du commerce extérieur reste cependant un pilier essentiel de l'économie chinoise et il devrait pâtir de la violente tempête commerciale qui l'oppose aux États-Unis (perte de 0,3% à 0,5% de croissance du PIB en 2019 selon plusieurs estimations).

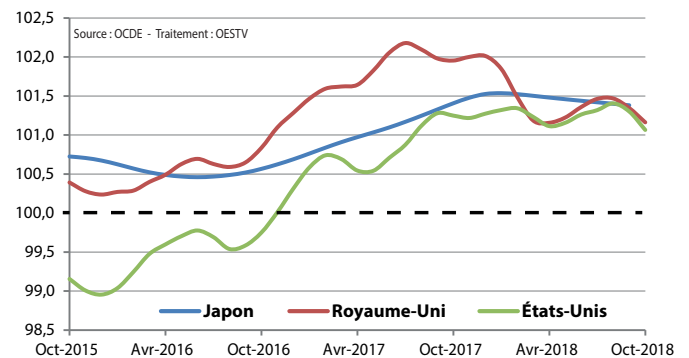
Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Zone euro (indice 100 = normal)



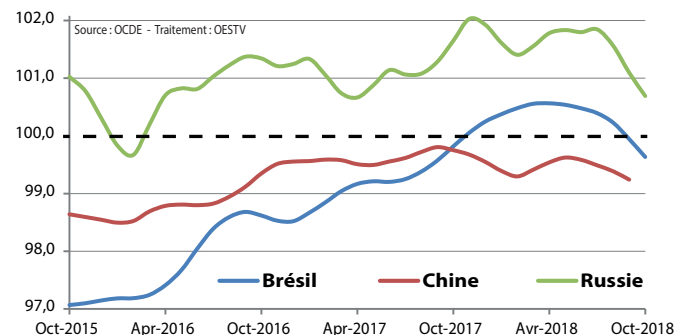
Zone euro (19) - Taux de chômage (en %) et nombre de demandeurs d'emploi (en millions)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Autres économies avancées (indice 100 = normal)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Économies émergentes (indice 100 = normal)



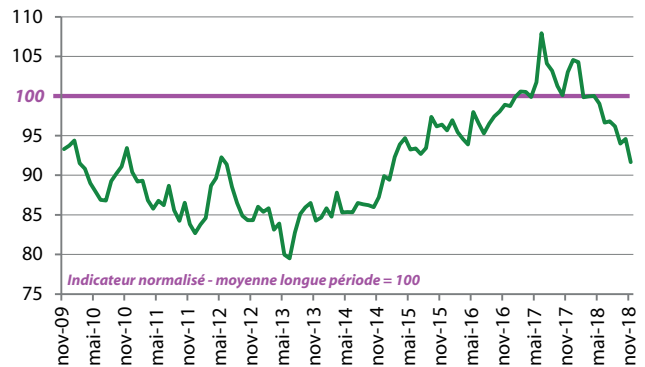
MORAL DES MÉNAGES - En chute libre ...

En novembre 2018, la confiance des ménages continue de se replier fortement : l'indicateur qui la synthétise perd 3 points et atteint 92, soit son plus bas niveau depuis février 2015.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle future perd 2 points en novembre. La proportion de ménages estimant qu'il est opportun de faire des achats importants diminue aussi, et fortement (-8 points), tout comme le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne future (-6 points). Enfin, la part des ménages qui considèrent que le niveau de vie futur en France va s'améliorer dans l'année à venir chute également (-11 points). Ces 4 soldes s'établissent désormais tous en dessous de leur moyenne de longue période.

La dégradation de la confiance des ménages est par ailleurs illustrée par une crainte plus marquée d'évolution du chômage : ce solde gagne 21 points en novembre et se situe à son plus haut depuis 2 ans (il reste cependant en-dessous de sa moyenne).

Indicateur du moral des ménages en France

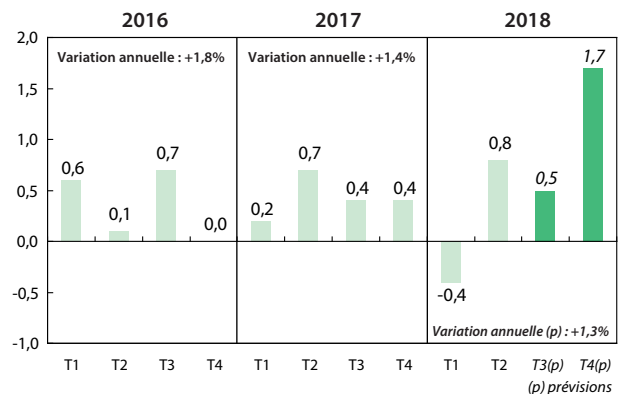


POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - ... forte accélération attendue pour la fin d'année

Au 2^{ème} trimestre 2018, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) a nettement progressé de +0,8% (après avoir reculé de -0,4% au 1^{er} trimestre 2018).

En prévision sur l'année 2018, le pouvoir d'achat devrait progresser sur un rythme (+1,3%) quasi équivalent à celui de 2017. Dans le détail, il accélérerait en fin d'année de +0,5% au 3^{ème} trimestre et +1,7% au 4^{ème} trimestre, en raison de la suppression du reliquat de cotisations d'assurance chômage pour les salariés et la réduction de la taxe d'habitation pour les ménages concernés.

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



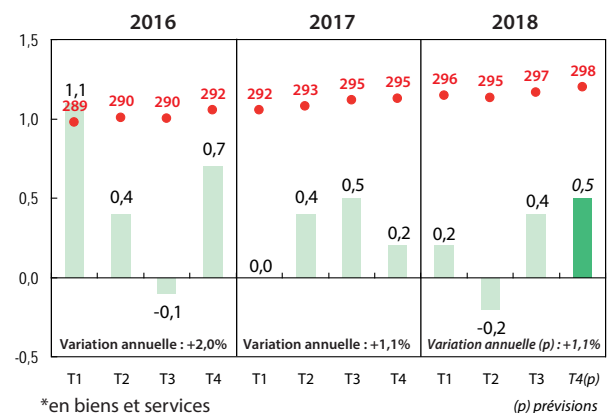
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Redressement au 3^{ème} trimestre 2018 ... quelques incertitudes néanmoins pour la fin d'année

Au 3^{ème} trimestre 2018, les dépenses de consommation des ménages se sont redressées à +0,4% (après -0,2% au 2^{ème} trimestre 2018).

La consommation de services s'est légèrement accélérée (+0,4% après +0,1%) tandis que celle en biens a nettement rebondi (+0,4% après -0,4%).

En prévision sur la fin d'année 2018, la consommation devrait rester robuste au 4^{ème} trimestre (+0,5%), en lien avec l'accélération attendue du pouvoir d'achat. Toutefois, l'effondrement de la confiance des ménages, caractérisée notamment par le mouvement des "gilets jaunes", pourrait impacter ces prévisions (plus d'épargne et moins de consommation).

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - Fléchissement au 3^{ème} trimestre 2018

L'investissement des ménages (essentiellement en logement : achat et entretien-amélioration) fléchit **au 3^{ème} trimestre 2018** à -0,1% (après +0,1% au 2^{ème} trimestre 2018 et +0,2% au 1^{er} trimestre). Cette modération se traduit, sur les derniers mois, par une stabilisation des ventes de logements anciens et par le recul des mises en chantier de logements neufs.

En prévision sur l'ensemble de l'année 2018, l'investissement des ménages devrait progresser de +1,6% en moyenne annuelle, après 2 années plus dynamiques (+5,6% en 2017 et +2,8% en 2016).

TAUX DE MARGE DES SNF* - En baisse de 0,5 point sur le 2^{ème} trimestre 2018

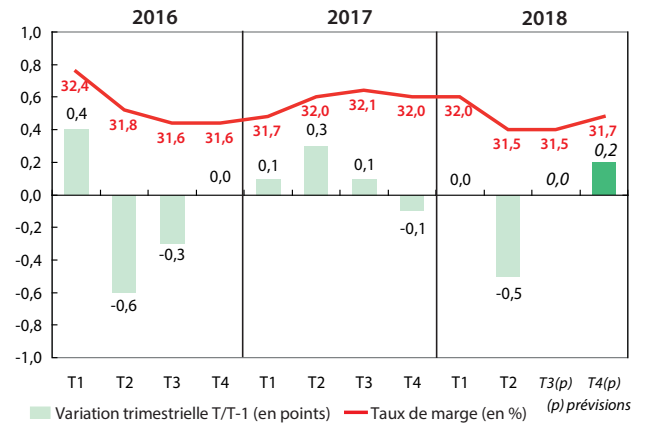
*sociétés non financières

Au 2^{ème} trimestre 2018, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières baisse nettement, à 31,5% (après 32,0% au 1^{er} trimestre 2018). Le recul des gains de productivité, le léger rebond des salaires réels et la hausse des prix de l'énergie ont contribué négativement à l'évolution du taux de marge.

En prévision sur le reste de l'année 2018, le taux de marge devrait rester stable au 3^{ème} trimestre (à 31,5%) avant de progresser au 4^{ème} trimestre (à 31,7%).

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



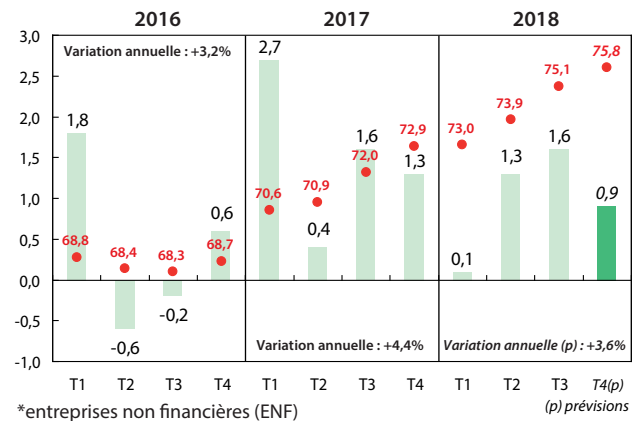
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES* - Dynamique aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres

Au 3^{ème} trimestre 2018, l'investissement des entreprises non financières demeure robuste à +1,6% (après +1,3% au 2^{ème} trimestre). L'investissement en services est resté solide (+1,3% après +1,2%) porté notamment par les immobilisations dans les activités informatiques et de services d'information, tandis que l'investissement en produits manufacturés a accéléré (+2,2% après +1,6%), notamment en matériels de transport.

En prévision sur l'année 2018, les immobilisations des entreprises non financières progresseraient de +0,9% au 4^{ème} trimestre. En moyenne sur l'année 2018, l'investissement des ENF s'établirait en hausse de +3,6%, dans la continuité des deux années précédentes (+4,4% en 2017 et +3,2% en 2016).

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



CLIMAT DES AFFAIRES - En novembre, le climat des affaires se stabilise globalement après plusieurs mois de baisse ... il demeure au-dessus de sa moyenne long terme

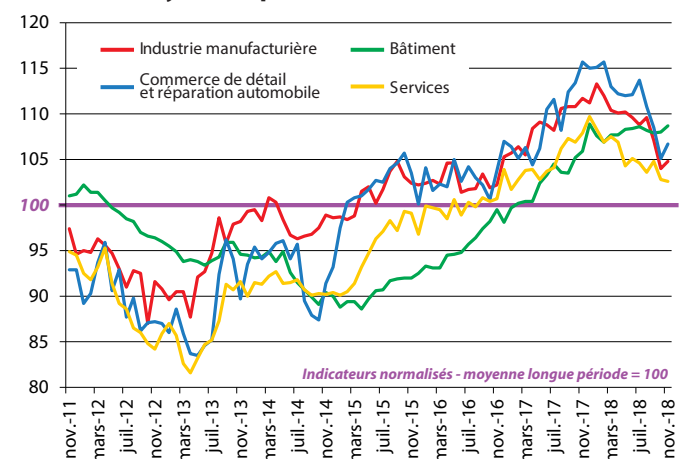
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en novembre 2018, le climat des affaires s'améliore légèrement (+1 point, à 105) comparé au mois précédent, et ce après 2 mois consécutifs de baisse (pour rappel, l'indicateur avait atteint son plus haut niveau depuis dix-sept ans en janvier 2018). Pourtant, l'optimisme des industriels sur les perspectives générales d'activité du secteur perd 3 points, tout en restant au-dessus de sa moyenne. Le solde sur les carnets de commandes est stable, toujours au-dessus de sa moyenne, après une forte baisse observée en octobre.

- **Bâtiment** - Le climat des affaires confirme sa bonne tenue en novembre : l'indicateur qui le synthétise gagne 1 point et s'établit à 109, largement au-dessus de son niveau de longue période. Les entrepreneurs sont plus optimistes concernant leur activité pour les prochains mois, les carnets de commandes sont jugés bien garnis et les capacités de production restent plus utilisées qu'en moyenne (taux d'utilisation à 89,8%). Si les intentions d'embauche s'établissent toujours à un haut niveau, les difficultés de recrutement et le manque de personnel atteignent aussi leur plus haut point depuis fin 2008.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires s'améliore en novembre (+2 points, à 107) après trois mois consécutifs de baisse et demeure largement au-dessus de sa moyenne long terme. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux à anticiper une hausse de leurs ventes et de leurs commandes sur les prochains mois. Ils sont également plus nombreux à prévoir un accroissement de leurs effectifs. Enfin, l'opinion sur les prix prévus varie à peine depuis quatre mois.

- **Services marchands** - En juin, le climat des affaires est stable. À 103, il reste au-dessus de sa moyenne de longue période. Les perspectives d'activité diminuent toutefois légèrement tout comme celles relatives aux prix prévus et aux investissements. Enfin, concernant les effectifs, les chefs d'entreprise sont un peu moins optimistes quant à leur progression dans les mois à venir.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



Indicateurs normalisés - moyenne longue période = 100

COMMERCE EXTÉRIEUR - Réduction du déficit commercial au 3^{ème} trimestre 2018

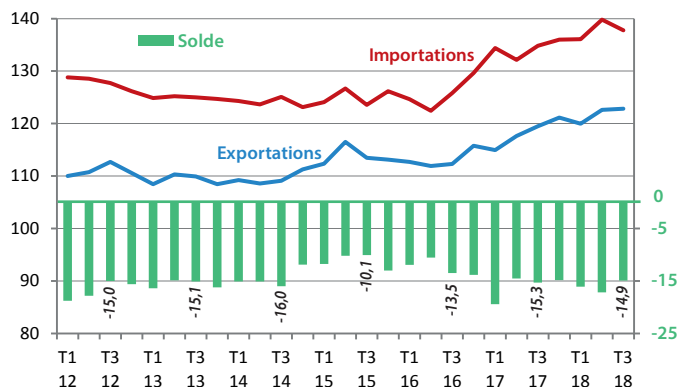
Source : Douanes

Au 3^{ème} trimestre 2018, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) a reculé assez nettement de -13% comparé au trimestre précédent pour s'établir à 14,9 milliards d'euros.

Nos exportations (122,8 Mds€) sont restées stables au 3^{ème} trimestre 2018 (+0,2%), après une progression de 2,2% au trimestre précédent. La forte hausse des livraisons aéronautiques (+5,9%) et pharmaceutiques (+7,9%) ont toutefois contrasté avec un recul observé pour les autres produits manufacturés.

Dans le même temps, nos importations (137,8 Mds€) se sont repliées de -1,5% au 3^{ème} trimestre 2018, après 4 trimestres consécutifs de hausse. Ce repli a concerné l'ensemble des produits manufacturés, à l'exception de la métallurgie (+3,6%).

Solde commercial en France
(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en milliards d'euros)



PIB - Rebond mesuré au 3^{ème} trimestre 2018

Source : INSEE

Au 3^{ème} trimestre 2018, le produit intérieur brut (PIB) en volume a accéléré légèrement à +0,4%, après +0,2% lors des deux trimestres précédents.

Les dépenses totales de consommation (ménages + administrations publiques) ont été plus soutenues (+0,4% après 0,0%), portées notamment par celles des ménages (+0,4% après -0,2%). L'investissement total est demeuré robuste à +0,9% (après +0,9%), porté par l'investissement des entreprises non financières (+1,6% après +1,3%) et malgré le fléchissement de l'investissement des ménages (-0,1% après +0,1%).

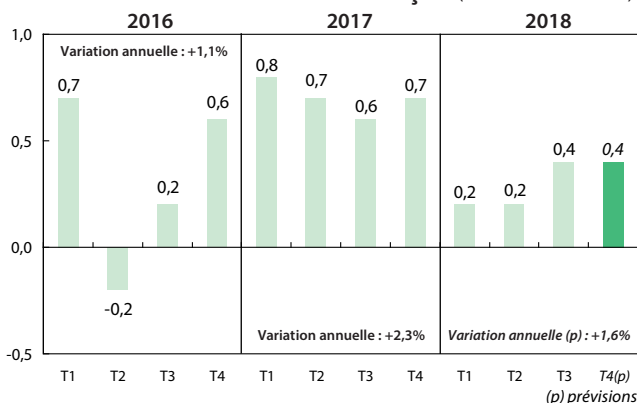
Au global, la demande intérieure finale hors stocks a accéléré et davantage contribué à la croissance sur ce 3^{ème} trimestre (+0,5 point, après +0,2 point sur les 3 mois précédents).

Le solde extérieur a également contribué positivement à la croissance du PIB au 3^{ème} trimestre 2018 (+0,2 point après -0,2 point).

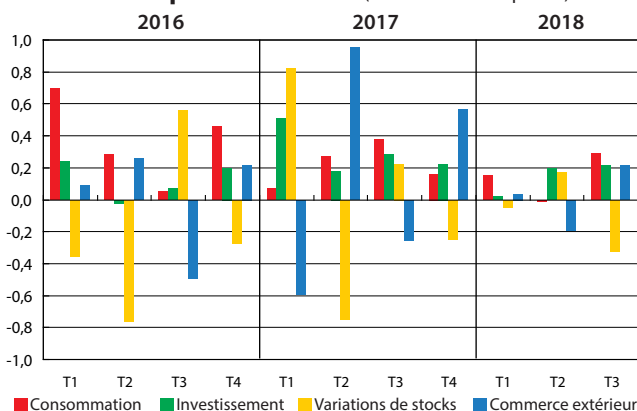
A l'inverse, les variations de stocks ont contribué négativement à la croissance (-0,3 point après +0,2 point).

En prévision, l'activité devrait progresser de +0,4% au 4^{ème} trimestre et conduire à un PIB en croissance de +1,6% sur l'ensemble de l'année 2018, après +2,3% en 2017.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Les composantes du PIB (contributions en points)



EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ - Nouvelle hausse au 3^{ème} trimestre 2018

Source : INSEE

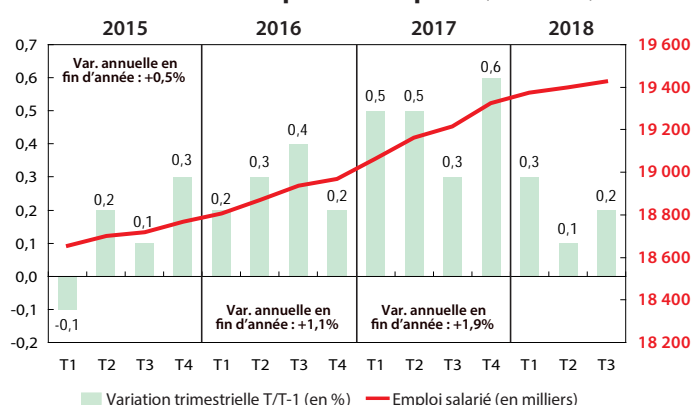
Selon l'Insee, l'emploi salarié privé a poursuivi sa hausse au 3^{ème} trimestre 2018 à un rythme relativement modéré +0,2% (+30 200 postes) comme lors du trimestre précédent (+0,1%, pour +22 400 postes).

Il s'inscrit en hausse constante depuis le printemps 2015.

Sur un an, à fin septembre 2018, l'emploi salarié privé progresse de +1,1% pour un gain de 211 100 postes.

À fin septembre 2018, la France comptait 19,4 millions d'emplois salariés privés.

Évolution de l'emploi salarié privé (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité au 3^{ème} trimestre 2018

- Dans l'**INDUSTRIE**, l'emploi s'est stabilisé (+800 postes) après une légère baisse de ses effectifs lors du trimestre précédent (-2 400 postes, -0,1%).

À fin septembre 2018, la France comptait 3,095 millions de salariés privés dans l'industrie, en hausse de +5 200 postes sur un an.

- Dans la **CONSTRUCTION/BTP**, l'emploi salarié privé progresse de nouveau solidement au 3^{ème} trimestre 2018 avec un gain de 6 800 postes (+0,5%), après +5 000 postes au 2^{ème} trimestre (+0,4%) et +5 100 postes au 1^{er} trimestre (+0,4%).

À fin septembre 2018, la France comptait 1,372 million de salariés dans le secteur de la construction, en évolution de +2,1% sur un an (+28 800 emplois).

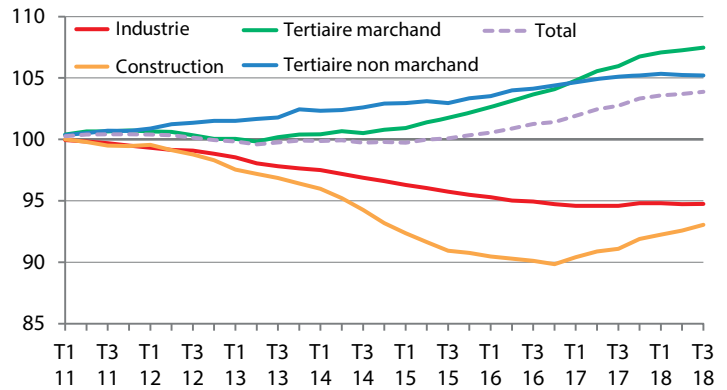
- Dans le **TERTIAIRE MARCHAND**, les effectifs ont poursuivi leur progression au 3^{ème} trimestre 2018 avec un gain de 23 300 postes (+0,2%), au même rythme que sur le trimestre précédent. L'emploi intérimaire a, pour sa part, reculé au 3^{ème} trimestre 2018 de -1,3% (-10 300 postes) comme au cours du trimestre précédent (-0,6% soit -4 700 postes).

À fin septembre 2018, la France comptait 12,148 millions de salariés dans le tertiaire marchand, en hausse de +1,4% sur un an (+169 600 postes, dont +20 200 intérimaires).

- Dans le **TERTIAIRE NON MARCHAND**, les effectifs se stabilisent au 3^{ème} trimestre 2018 (0,0%, -1 000 postes), après -0,1% au 2^{ème} trimestre (-2 300 postes).

À fin septembre 2018, la France comptait 2,513 millions de salariés dans le tertiaire non marchand en stabilité sur un an (+0,1%, soit +2 600 postes).

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T4 2010)



CHÔMAGE - Hausse du nombre de demandeurs d'emploi (cat.A) au 3^{ème} trimestre 2018 ... le taux de chômage reste stable

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, en moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a augmenté de +0,5% comparé au trimestre précédent, soit 16 300 DE de plus.

Toutes les catégories d'âge subissent cette hausse sur le 3^{ème} trimestre 2018 (comparé au 2^{ème} trimestre 2018) :

- ⇒ +0,3% pour les -25 ans (+1 600 DE)
- ⇒ +0,5% pour les 25/49 ans (+9 500 DE)
- ⇒ +0,6% pour les +50 ans (+5 100 DE).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi demeure toutefois en repli de -1,2%, soit -42 700 inscrits.

Au 3^{ème} trimestre 2018, la France comptait en moyenne 3,457 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.

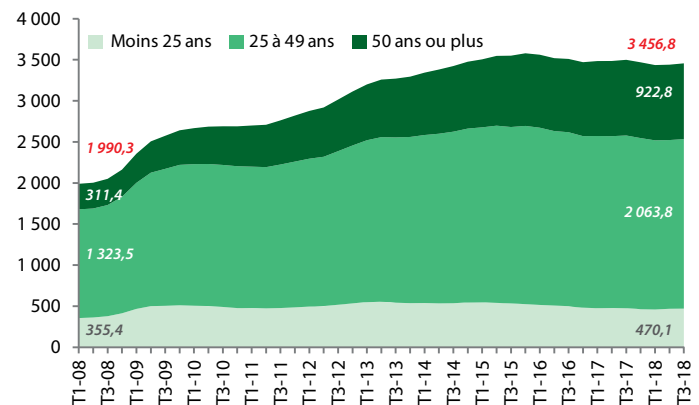
En moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2018, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 8,8% de la population active, soit le même taux que sur le trimestre précédent.

Le taux de chômage a progressé pour les moins de 25 ans mais reculé pour les plus de 50 ans sur ce trimestre :

- ⇒ taux à 20,6% pour les -25 ans (+0,4 point comparé au 2^{ème} trimestre 2018)
- ⇒ 8,2% pour les 25-49 ans (0,0 point)
- ⇒ 6,1% pour les +50 ans (-0,2 point)

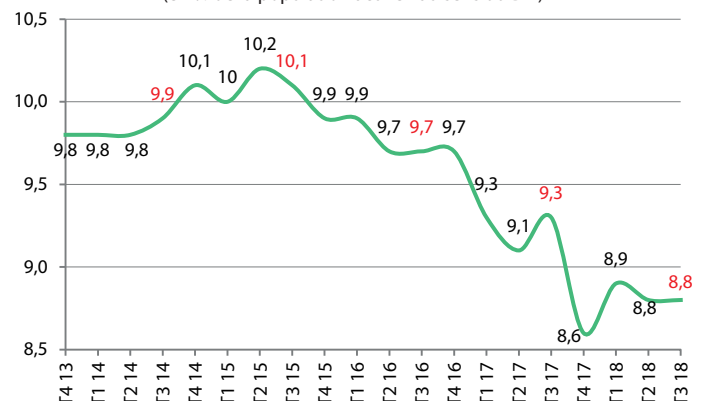
Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



—Crédit Mutuel—



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UIMV
- U2P Vendée

- CC de l'île de Noirmoutier
- CC du Pays de Fontenay-Vendée
- CC du Pays des Herbiers
- CC de Terres de Montaigu
- Olonne-sur-Mer
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- Saint-Gilles-Croix-de-Vie

- SEM les Sables d'Olonne Développement
- Société Publique Régionale Pays de la Loire

- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Cabinet FIDAL
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- COVAP
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroyche
- ERDF Vendée
- Escapes Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- MDEDE 85
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- SMGCO
- Société Générale
- SODEBO
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- Yves COUGNAUD

OESTV



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr